

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 DECEMBRE 2014

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 15

Pouvoir : 4

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux décembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, MARTIN Alain, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, GUILBERT Sandrine, LAMBERT Eliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

LESUEUR Frédéric (pouvoir à UVERNET Gabriel)

PELLERIN Annick (pouvoir à BUISINE Serge),

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à DIETRICH WEISS Elisabeth)

Désignation du secrétaire de séance : Madame BERTHIAUX Françoise

Lecture du compte rendu : adopté sans observations.

Madame Françoise BERTHIAUX souhaite intervenir.

« Monsieur le Maire, j'ai une déclaration à faire au nom des élus de la minorité municipale.

Nous souhaitons apporter des commentaires suite à l'intervention de Madame DIETRICH- WEISS lors du conseil municipal du 29 septembre 2014.

- La responsabilité de notre journal : la réponse est dans le titre.
- L'absence constante de notre tête de liste : la réponse est dans notre programme de la campagne électorale.
- Le droit d'expression : nous connaissons la loi en la matière. Si ce n'est pas une obligation ce n'est pas interdit de l'accorder.
- Le rapport d'activités 2013 de la C.C.C.V. : ce que vous affirmez est inexact car un erratum joint au rapport corrige les noms des conseillers communautaires de Puget Ville et du Thoronet.
- Le camion pizza : vous avez tout compris, c'est aussi une concurrence déloyale pour El Paco et le Vallon.
- Le « tous d'accord pour dire non à la réforme des rythmes scolaires » : il ne s'agit pas de comprendre le français mais de présenter les faits exacts

Dans le premier paragraphe vous évoquez le vote du conseil municipal pour le retrait de cette loi. Est-ce exact ? Non, les élus minoritaires ont voté contre.

Le terme tous est donc inexact pour le vote du Thoronet.

Ce n'est que dans un autre paragraphe que vous évoquez que ce vote rejoint celui de la C.C.C.V. Est-ce exact ? Non, Alain SILVA était le seul élu à voter contre.

Le terme tous est donc aussi inexact pour le vote de la C.C.C.V.

En conclusion, la plupart des dites clarifications apportées par Madame DIETRICH-WEISS visent plutôt à discréditer les élus minoritaires car elles ne se fondent pas sur les faits réels ce qui est surprenant pour une élue déléguée à la communication ».

Madame BERTHIAUX Françoise transmet le document lu à Madame DIETRICH WEISS Elisabeth.

Monsieur LE MAIRE montre « la lettre des élus minoritaires novembre 2014 » et demande si Monsieur GARCIA a signé ce document.

Une réponse positive lui est apportée par les élus de la minorité qui exposent qu'ils ont signé tous les quatre le document.

Monsieur LE MAIRE s'exprime « c'est un menteur, Monsieur GARCIA, vous pourrez lui dire ; la Commune a acheté 44 ha à 133 000€ preuves à l'appui, c'est un menteur. Vous, je ne peux rien vous dire, vous n'étiez pas là ».

M. BUISINE souhaite intervenir en réponse au tract diffusé par la minorité.

« La mémoire ne s'use que si l'on ne s'en sert pas, encore faut-il l'avoir constituée.

Terrain de 135 000 € acheté en 2009 pour construction d'une salle des fêtes : Non mensonge.

La preuve : compte-rendu des Conseils Municipaux des 30 mars 2009, 04 mai 2009, 15 juin 2009 et 26 octobre 2009.

- Acquisition de 45 hectares 90 ares 15 centiares de terrain pour un montant de 133 500 € soit 0,29 €/m² en vue de la réalisation d'un équipement collectif ayant un intérêt général tel que la salle des fêtes
- Création d'une réserve foncière : La promesse de construction d'une salle des fêtes dans notre programme 2014 : Non mensonge.

Nulle part n'apparaît le mot «construction» d'une salle des fêtes et pour cause :

Août 2009, le C.A.U.E. (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Var) est chargé d'une étude de faisabilité et d'évaluation financière sur un projet d'envergure global dont il ressort à minima en HT:

- une salle polyvalente de 335 m² pour un coût de 2 200 000 €,
- des aménagements extérieurs et des parkings pour 615 000 €,
- une aire de jeux et un parcours de santé pour 80 000 €
- un stade de football et un terrain de sport de 10 000 m² pour 1 240 000 €

Le 12 décembre 2012, ce projet de construction d'une salle polyvalente avec les seuls parkings représentant tout de même 2 815 000 € hors équipement, a été jugé financièrement trop lourd pour notre commune, sur recommandation de la

commission des finances et de l'ex-adjoint aux finances sauf à augmenter de 2 points les impôts locaux, est enterré définitivement ; abandonnée au profit d'une location de salle à un coût prohibitif et rédhibitoire : Non mensonge.

La preuve : Compte-rendu des conseils municipaux des 30 octobre 2012, 12 novembre 2012, 28 janvier 2013, 19 septembre 2014

C'est l'ex-adjoint aux finances avec sa commission qui a entamé la primo-négociation pour la location.

Coût final de la location : 4 298.40 €TTC mensuels.

Solution de facilité et de court terme sans concertation aucune ni avec les conseillers municipaux ni avec la population : Non mensonge.

La preuve : Compte rendu des conseils municipaux de 2001, du 28 mars 2008, du 14 avril 2014 et 19 septembre 2014

C'est à l'unanimité (et sans doute avec stupéfaction) que le conseil municipal a délégué au Maire la faculté de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses.

La municipalité envisage une location-vente de l'immeuble concerné pour répondre aux attentes des thoronéens, tout en respectant les impératifs budgétaires.

Dire les choses c'est bien, écrire n'importe quoi tout en s'affirmant des élus minoritaires constructifs, beaucoup moins ».

Madame TAXI Odile intervient à son tour « en tant que nouvelle élue je suis étonnée que l'ex-adjoint aux finances, tête de liste particulièrement constructif lui, signe ce genre de prose, brille par ses absences continuelles : la preuve, les nouveaux élus de la majorité ne l'ont jamais vu et ne savent même pas à quoi il ressemble ».

Monsieur SILVA Alain s'exprime : « c'est l'illustration que tout ce que vous dites là, on l'apprend. Depuis le début, vous nous ignorez depuis 6 mois, vous avez décidé de ne pas faire de commissions, on ne participe à rien, comment voulez vous que l'on soit constructif ? vous auriez fait une réunion, on aurait compris la démarche ».

Monsieur BOISBOUDIN Philippe : « votre tête de liste a tout écrit, soyons sérieux, il avait la maîtrise du dossier ».

Monsieur LE MAIRE : « je ne fais pas de commission car les mandats précédents, cela ne marchait jamais, et c'est pour cela que j'ai demandé à chaque adjoint de mener à bien sa délégation. L'historique c'est à votre tête de liste de vous le donner».

Monsieur SILVA Alain : « vous auriez pu faire une réunion préalable, être la minorité dans une Commune comme celle-ci c'est désolant, on ne participe qu'aux commissions où vous êtes obligés d'intégrer la minorité comme le C.C.A.S. ou la C.A.O. ».

Monsieur LE MAIRE : « vous avez commencé avec votre tract ».

Monsieur SILVA Alain : « c'est vous qui avez commencé en ne mettant pas nos photos et en écrivant tous d'accord pour la réforme des rythmes scolaires ».

Monsieur LE MAIRE : Si vous aviez fait une étude de location des biens commerciaux, vous auriez vu que le prix de location était le même que celui déclaré par Monsieur GARCIA et par sa commission des Finances. On est au même prix qu'en 2010.

Madame BERTHIAUX Françoise: « moi, je trouve qu'il faut revoir la façon dont on travaille. Dans la réunion C.C.A.S., je montre de l'intérêt aux projets et au village du Thoronet. Pourquoi voulez vous que l'on soit là ; j'aimerais travailler différemment au niveau du conseil municipal ».

Monsieur LE MAIRE : vous n'avez qu'à demander et vous serez renseignés et Gaby ne vous répondra jamais alors même que la majorité le voulait. Je ne pense pas que le secrétariat général vous ai refusé une fois de vous transmettre l'information.

Madame BERTHIAUX Françoise confirme qu'elle ne s'est jamais vu opposé de refus de la part des services.

Madame BERGEZ Danielle : c'est regrettable d'en arriver là, on pourrait travailler main dans la main pour le bien du Thoronet.

Monsieur BOISBOUDIN Philippe : « est-ce le signe d'acceptation de la démocratie que la tête de liste ne vienne jamais, il n'a qu'à se démettre ».

Monsieur SILVA Alain: « il se met en retrait M. Eric GARCIA comme il l'avait indiqué dans son programme, c'est un choix personnel mais ne vous inquiétez pas, il va revenir, vous n'êtes pas les seuls à le demander, ceux qui ont voté pour lui le font aussi ; je lui dirai qu'il vous manque ».

Lecture des décisions :

- Modification décision contrat de location 6 sis AW 84 le Thoronet, faisant office de salle des fêtes municipale (superficie de 398 m² et non 427 m²).

Monsieur SILVA Alain souhaite connaître à compter de quelle date cette modification a pris effet.

Monsieur LE MAIRE lui répond à compter du mois d'octobre 2014, premier mois de paiement de la location, il n'y a pas eu de loyer à payer en septembre.

- Décision d'ester en justice : contentieux Philippe GAUCHER c/ commune du Thoronet PC 083 136 13 B0024

Monsieur LE MAIRE expose qu'il s'agit d'un permis de construire refusé par la DDTM car le projet est dans le site classé de l'Abbaye.

- Décision d'ester en justice : Renonciation procédure contentieux commune du Thoronet c/ Etat français, REQUÊTE 1301439-3 recours en annulation contre la décision de non reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle au bénéfice de la Commune de LE THORONET suite aux intempéries du 26/10/2012.
- Bail à usage d'habitation 3 rue des 3 ormeaux
- Bail à usage commercial 1 bis rue grande
- Bail à usage d'habitation 21 rue grande appartement n°2

- Bail à usage commercial 23 rue grande.

Monsieur SILVA Alain souhaite connaître les raisons du retard dans l'établissement des décisions du Maire faisant référence aux contrats de location.

Monsieur LE MAIRE indique que les contrats ont pris effet dès leur date de signature, seul les actes de décision n'avaient pas établis par les services administratifs ce qui impose d'établir à ce jour ces documents. Il tient à disposition les contrats.

Madame BERTHIAUX Françoise demande si le Maire pourra porter à la connaissance des élus de la minorité l'inventaire des biens de la commune.

Monsieur LE MAIRE lui répond favorablement et lui indique que l'inventaire sera demandé aux services fiscaux et transmis ensuite aux élus intéressés.

1. INDEMNITE DE CONSEIL ATTRIBUEE AU TRESORIER PUBLIC

Monsieur BUISINE Serge, Adjoint aux finances, expose à l'Assemblée que l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 prévoit l'attribution d'une indemnité de conseil aux Comptables du Trésor exerçant des fonctions de Receveur Municipal et autorisés à fournir aux collectivités territoriales des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Son montant est calculé conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté précité (application du barème à la moyenne des dépenses réelles des 3 derniers exercices) et son attribution est fixée en pourcentage de ce montant.

Considérant qu'il convient de délibérer suite à l'instauration du nouveau Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer à Monsieur Jean-Pierre PATARD, receveur municipal en poste depuis le 20 janvier 2014, l'indemnité de conseil dans les conditions définies ci-dessus au taux de 100 % au prorata de la période débutant le 29 Mars 2014.

Adopté à l'unanimité

2. INDEMNITE DE BUDGET ATTRIBUEE AU TRESORIER PUBLIC

Monsieur BUISINE Serge, Adjoint aux finances, expose à l'assemblée que l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 prévoit l'attribution d'une indemnité pour la confection des documents budgétaires aux comptables du Trésor exerçant des fonctions de receveur municipal.

Considérant qu'il convient de délibérer suite à l'instauration du nouveau Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer à Monsieur Jean-Pierre PATARD, receveur municipal en poste à compter du 20 janvier 2014, l'indemnité pour la confection des budgets au prorata de la période débutant le 29 Mars 2014.

Adopté à l'unanimité

<p><u>3. MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE</u> <u>« INGENIERIE DEPARTEMENTALE 83 »</u></p>

Monsieur LE MAIRE rappelle au Conseil Municipal que l'assemblée a précédemment délibéré le 26/09/2011 modifiée le 28/11/2011, sur l'adhésion de la Commune du Thoronet à la société publique locale « Ingénierie Départementale 83 » qui a été créée le 5 octobre 2011.

Par délibération en date du 04/04/2012, le conseil a approuvé l'avenant n°1 en date du 2 avril 2012 modifiant les statuts de la société suite à la cession de 183 actions du Conseil Général.

Par délibération en date du 11/02/2013, il en a été de même avec l'approbation de l'avenant n°2 en date du 8 janvier 2013 modifiant les statuts de la société suite à la cession de 14 actions de la Commune de GONFARON.

Le Conseil d'Administration de la SPL « ID83 » en date du 27 octobre 2014 a accepté l'intégration à la société de vingt et une collectivités locales varoises supplémentaires. Cette intégration implique une modification de l'article 7 des statuts de la société et se réalisera par cession de dix actions de la Commune du LUC et d'une action de la Commune de GARÉOULT. En effet, ces deux collectivités ont décidé de quitter la société.

De plus, la Commune du CANNET DES MAURES a accepté par délibération en date du 24 septembre 2014 de céder dix actions nécessaires pour parfaire cette reconstitution du capital social de la société permettant l'intégration des nouvelles collectivités.

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la SPL « Ingénierie départementale 83 » du 5 octobre 2011,

Vu les avenants en date du 2 avril 2012 et du 8 janvier 2013 modifiant les statuts de la SPL « Ingénierie Départementale 83 »,

Considérant l'intérêt de la Commune de pouvoir disposer par le biais de cette société publique locale des conseils d'experts qui lui font défaut.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter la modification de l'article 7 des statuts de la société publique locale « Ingénierie Départementale 83 » conformément à l'exemplaire joint en annexe de la présente délibération.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur LE MAIRE à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<u>4. SCHEMA DE MUTUALISATION 2015-2020 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU VAR</u>

Monsieur LE MAIRE rappelle au Conseil Municipal que la Commune du Thoronet est membre de la Communauté de Communes Cœur du Var.

Monsieur LE MAIRE expose au Conseil Municipal que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des Collectivités Territoriales, a créé l'article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui met à la charge de chaque structure intercommunale à fiscalité propre, l'élaboration et l'adoption du projet de schéma de mutualisation des services a pour la durée du mandat.

Le projet de schéma de mutualisation doit être soumis à l'avis des Communes membres avant son adoption en Conseil Communautaire au plus tard le 31 mars 2015.

A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Monsieur LE MAIRE donne lecture au Conseil Municipal du rapport présenté par la Communauté de Communes Cœur du Var.

Oui l'exposé de Monsieur LE MAIRE,

Vu la loi n° 2010-1563 du 16/12/2010,

Vu l'article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport sur le projet de schéma de mutualisation 2015-2020 ci-annexé.

Monsieur le MAIRE explique que la mutualisation ne doit pas se confondre avec le transfert de compétences ; la mutualisation porte sur divers sujets et permet de réaliser des économies d'échelles. Il s'agit d'un plan proposé par les D.G.S. des communes de Cœur du Var.

Monsieur MARTIN Alain demande une explication car il fait part de son inquiétude quant à la mutualisation des marchés publics et souhaite savoir si les marchés ainsi réalisés à plusieurs communes correspondront aux besoins de la Commune du Thoronet

Monsieur le MAIRE expose qu'il s'agit de marchés publics sans enjeux ou complexités particuliers tels que la papeterie, le gaz, le fioul, l'achat de matériel de quincaillerie, les assurances. Chaque commune demeure maîtresse de ses prestations mais du fait du regroupement des communes les prix seront plus attractifs sans léser la valeur technique. S'agissant du personnel mis à disposition pour les communes pour

exemple, l'instruction des permis de construire, l'agent est payé par la communauté de communes et chaque commune ayant mutualisé le service payera une participation à l'établissement intercommunal.

La Commune du THORONET participe à chaque service commun mais actuellement hormis la prévention et sécurité actuellement réalisé auprès du centre de gestion du Var.

Monsieur le MAIRE rajoute que ne sont à l'étude en vue du transfert de compétences, que l'enfance et la jeunesse (étude pilotée par Monsieur le Maire de PIGNANS), la culture et le sport (étude menée par Monsieur le Maire de BESSE SUR ISSOLE) mais pas l'action sociale intercommunale.

Les propositions seront établies en bureau puis proposées ensuite au conseil communautaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur le rapport du projet de schéma de mutualisation 2015-2020 présenté.

Adopté à l'unanimité

<u>5. ADOPTION DES STATUTS DEFINITIFS DU SYNDICAT MIXTE DE L'ARGENS</u>
--

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/2014 portant création du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) en date du 03 février 2014,

Vu la délibération n° D_2014_003 du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) relative à l'adoption des statuts de cette instance en date du 03 octobre 2014,

Considérant qu'il importe que ces statuts soient rapidement exécutoires et approuvés par la Préfecture, notamment en vue de l'adoption du budget primitif de 2015,

Monsieur LE MAIRE rappelle au Conseil Municipal que le Syndicat Mixte de l'Argens a été créé par arrêté préfectoral le 3 février 2014.

Ce Syndicat a pour compétence l'entretien, la gestion, l'aménagement des cours d'eau et la prévention des inondations dans le bassin de l'Argens.

Ce Syndicat est administré par une assemblée composée de délégués élus par les communes.

Monsieur LE MAIRE rappelle que par délibération du 29 septembre 2014, il a été désigné Madame PELLERIN déléguée titulaire et M. MARTIN délégué suppléant.

Les statuts définitifs ont été adoptés lors de la première réunion du Syndicat Mixte de l'Argens le 3 octobre dernier. Ces statuts reprennent les grands principes de fonctionnement et de gouvernance du syndicat. Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ces statuts ; à défaut, la décision sera réputée favorable.

Monsieur SILVA Alain souhaite connaître le montant de la participation du Thoronet au syndicat mixte d'Argens.

Monsieur le MAIRE lui répond qu'il était question de 10 000 € par an mais des voix s'élèvent notamment celle du député Olivier AUDIBERT TROIN, président du Syndicat et Monsieur le Sénateur Pierre-Yves COLLOMBAT afin que les participations soient à la charge de chaque intercommunalité.

A l'heure actuelle, le budget n'est pas déterminé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les statuts définitifs du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA).

Adopté à l'unanimité

<u>6. AVANCEMENT DE GRADE ADJOINT ADMINISTRATIF DE 1ERE CLASSE</u>

Sur le rapport de Monsieur LE MAIRE, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 38d,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux,

Vu le Décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 avec effet du 01/01/1988 fixant l'échelle indiciaire applicable à ce grade,

Vu le Décret no 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant que par suite à l'avancement de grade par ancienneté, un agent déjà en poste au sein de la collectivité peut prétendre être nommé au poste d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe,

Considérant dès lors la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe, à temps complet, au sein du Service Financier,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget.

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire (CAP) saisie en mars 2014, ayant rendu son avis le 13 octobre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste **d'Adjoint Administratif de 1ère classe** à compter du **1^{er} janvier 2015**, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} janvier 2015** :

FILIERE :	Administrative
CADRE D'EMPLOI :	Adjoint Administratif
GRADE :	Adjoint Administratif de 1 ^{ère} Classe
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS COMPLET
ANCIEN EFFECTIF :	0
NOUVEL EFFECTIF :	1

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur LE MAIRE de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

7. CAMPAGNE DE RECENSEMENT 2015 : CREATION POSTES DES AGENTS RECENSEURS ET REMUNERATION

Monsieur LE MAIRE expose au Conseil municipal qu'une campagne de recensement sera réalisée du 15 janvier au 14 février 2015.

Le recensement de la population permet de connaître la population résidant en France et fournit les statistiques sur le nombre d'habitants de la Commune et sur leurs caractéristiques (âges, profession, conditions de logement, etc).

La loi rend obligatoire la réponse à cette requête, réponse confidentielle, protégées par la loi.

Chaque habitation thoronéenne recevra la visite d'un agent recenseur, nommé par le Maire.

Muni d'une carte officielle et tenu au secret professionnel, l'agent recenseur remettra des questionnaires et les recueillera lors de ses tournées.

La Commune du Thoronet est divisée en 6 districts, chaque agent recenseur se verra attribuer un district.

La Commune dispose de 1 330 feuilles de logement et 2 170 bulletins individuels soit une moyenne de 222 feuilles de logement, 362 bulletins par agent et 1 250 notices d'information internet.

Une dotation forfaitaire de 5 560 euros est versée à la commune au titre de l'enquête de recensement 2015.

Monsieur LE MAIRE rappelle que le bon fonctionnement et les performances des agents recenseurs sont de sa responsabilité propre.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création de six postes d'agents recenseurs à compter du 05/01/2015 afin d'assurer les opérations de recensement (y compris phase préparatoire obligatoire) de la population qui se dérouleront du 15/01/2015 au 14/02/2015.

ARTICLE SECOND : D'établir le mode de rémunération des agents recenseurs comme suivant:

	Forfait Frais kilométriques et téléphoniques	Rémunération par feuille de logement recueillie	Rémunération par bulletin individuel recueilli	Forfait pour présences aux formations
Agent recenseur ayant pour district le n°7	70 euros	1,50 euros	1,10 euros	50 euros
Agent recenseur ayant les districts n° 6, 8, 9 et 10	130 euros	1,50 euros	1,10 euros	50 euros
Agent recenseur ayant pour district le n°3	170 euros	1,50 euros	1,10 euros	50 euros

NUMERO DISTRICT	SECTEURS CONCERNES
3	Les Férauds, Les Camails, Les Février, Le Villard, Domaine Sainte Croix
6	Les Codouls, La Lumière, Le Régoulhier, La Plaine de Tarin, Le Clau Dane
7	Belle Barbe, Le Village, Beylesse
8	La Bourgade, Les Jasmins, La Gasquette
9	Les Rimades, Les Mauniers, Les Moures, Les Peyrines
10	Les Terres Blanches, Saint Victor, Les Fadons

Adopté à l'unanimité

**8. MISE EN ŒUVRE DU CODE RURAL L211-19 ET SUIVANTS :
CAMPAGNE STERILISATION CHATS ERRANTS**

Vu l'article L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L211-19-1 du Code Rural,
Vu l'article L211-22 et suivants du Code Rural,
Vu l'article L211-27 du Code Rural,

Monsieur LE MAIRE rappelle les articles L2212-1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales ayant trait à l'action de la Police Municipale dont il a la charge.

Ainsi, en sa qualité de Premier Magistrat de la Commune, il doit veiller à garantir la salubrité, la tranquillité publique et assurer le respect de l'interdiction de laisser des animaux domestiques errants.

Conformément à l'article L 211-27 du Code Rural, le Maire peut, à son initiative faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L212-10, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux.

Cette identification doit être réalisée au nom de la commune.

Conformément à l'article L211-20 lorsque des animaux errants sans détenteur, ou dont le détenteur refuse de se faire connaître, sont trouvés pacageant sur des terrains appartenant à autrui, sur les accotements ou dépendances des routes, canaux, chemins ou sur des terrains communaux, le propriétaire lésé, ou son représentant, a le droit de les conduire ou de les faire conduire immédiatement au lieu de dépôt désigné par l'autorité municipale.

Monsieur MAIRE donne avis au propriétaire ou au détenteur des animaux des dispositions mises en œuvre.

Si les animaux ne sont pas réclamés, ils sont considérés comme abandonnés et le maire fait procéder à leur euthanasie.

Ainsi, une campagne de stérilisation des chats a été menée depuis plusieurs années désormais sur le territoire du Thoronet. Monsieur LE MAIRE dresse le bilan final de l'opération :

ANNÉES	NOMBRE DE CHATS STERILISES (mâles et femelles)	MONTANT
2011	24	2 281,40 €
2012	18	1 664,20 €
2013	8	766,80 €
2014	19	1 565,10 €

Un débat s'instaure et un tour de table est réalisé.

Monsieur le MAIRE souhaite donner l'exemple de la Commune du Cannet des Maures qui possède sur son territoire une association de prise en charge des chats et qui finance à hauteur de 50% la stérilisation des chats.

Monsieur ZAMORA Jean-Luc expose qu'il souhaite la solution de la mise en fourrière des chats plutôt que leur stérilisation car il faut réaliser des économies comme demandé dans le cadre du nouveau budget.

Monsieur le MAIRE indique qu'« aujourd'hui, quand on pense qu'on a peur de donner 50 € à des gens qui ont faim et il faudrait payer pour stériliser les chats et leur donner à manger, c'est aberrant, je vous annonce que je vais prendre un arrêté municipal dès le retour du policier municipal pour interdire de nourrir les animaux sur la voie publique. Le plafond des dépenses pour la stérilisation des chats sera inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil municipal. »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : De poursuivre la mise en œuvre de l'article L211-27 du Code Rural, soit la stérilisation des chats errants.

ARTICLE SECOND : D'autoriser LE MAIRE à réaliser l'ensemble des démarches nécessaires pour l'application de la présente délibération.

Adopté à la majorité

(UVERNET Gabriel et son pouvoir, BUISINE Serge et son pouvoir, BERGEZ Danielle, ZAMORA Jean-Luc, BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, PALDACCI-UVERNET Antony votent pour la mise en fourrière.

DIETRICH WEISS Elisabeth et son pouvoir, BOISBOURDIN Philippe, MARTIN Alain, SCHLICHTER Danièle, GUILBERT Sandrine, TAXI Odile, LAMBERT Eliane,

SILVA Alain et son pouvoir, votent pour la poursuite de la stérilisation des chats errants).

9. RENOUVELLEMENT DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE ET CONVENTION PARTENARIALE AVEC LA F.O.L.

Madame TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée aux écoles, expose au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité.

Considérant que plusieurs thoronéens bénéficient de ce soutien scolaire, tout comme certains entrecastelains, il est aujourd'hui proposé de renouveler cette action commune par la conclusion du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité par le Thoronet, pour un montant de 4 000 € (année scolaire 2014-2015).

Madame TAXI Odile explique que la Commune de Lorgues a confié la gestion et la coordination du dispositif à la Fédération des Œuvres Laïques du Var (F.O.L.) ; 17 élèves de primaire thoronéens bénéficient de cet accompagnement, le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Lecture est donnée du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : De renouveler la convention partenariale du dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité initié par la Commune de Lorgues.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur LE MAIRE à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

10. AW 84 LE THORONET : ADOPTION DU PRINCIPE DE CONTRAT LOCATION-VENTE

Monsieur LE MAIRE rappelle au Conseil Municipal sa décision du 15/09/2014 modifiée, portant sur le contrat de location de l'immeuble sis 6 AW 84, d'une superficie de 398 m², en vue de réaliser une salle des fêtes municipale.

Conformément à ses propos lors de la séance du Conseil Municipal du 29/09/2014, il souhaite proposer à l'assemblée délibérante de réaliser un contrat location-vente.

Il rappelle que la Commune possède actuellement une salle des fêtes qui ne répond plus aux besoins de la population et du service public local.

En effet, la salle des fêtes Edouard Soldani a été réalisée en 1970 et ne peut accueillir que 90 personnes pour une population actuelle de 2381 habitants au recensement de 2009.

Elle possède 120 m², en centre du village au rez-de-chaussée d'habitations et sans possibilité de se garer à proximité.

La Commune du Thoronet a envisagé la construction dès lors d'une salle des fêtes polyvalente, le C.A.U.E. a estimé le coût de la construction à minimum 2 815 000 € H.T.

Considérant, les finances locales et la baisse considérable des dotations et subventions des organismes subventionneurs (Etat, Conseils Généraux et Régionaux), de par la conjoncture actuelle, la Commune a dû renoncer à ce projet d'envergure.

Aujourd'hui, pour répondre à la nécessité d'une salle municipale polyvalente, la Commune réalise un contrat de location de 9 ans maximum. Monsieur LE MAIRE propose un contrat de location-vente pour acquérir le dit local, à l'origine de nature commerciale possédant toutes les commodités recherchées (m², parking à proximité immédiate, absence de nuisances sonores pour les thoronéens car situé dans une zone commerciale). Elle dispose de 15 places de parking sous-terrain.

Le prix d'achat serait basé sur l'estimation du service France Domaine, auquel sera défalqué le montant total des loyers déjà versés.

Monsieur SILVA Alain demande « pourquoi avoir fait cela en deux temps et ne pas partir de suite sur une location vente ? »

Monsieur le MAIRE répond « parce que j'ai décidé de louer le local pour la salle des fêtes. Monsieur MACRI avait fait un devis de 50 000 € pour des travaux mais j'ai refusé. La location est de mon propre chef et la location vente est du pouvoir du conseil municipal ; le jour où vous serez Maire, vous pourrez prendre les décisions selon les délégations données par le conseil municipal, encore faut-il que le conseil municipal vous donne délégation. Vous savez très bien que la Commune ne peut pas construire une salle des fêtes».

Monsieur SILVA Alain expose « on se pose ces questions et on n'a pas été convaincu, je ne demande qu'à l'être, je ne suis pas sûr que la commune ne dispose pas des moyens pour une salle des fêtes. Il est indéniable que la location vente est plus favorable, mais je n'aurais pas procédé de la sorte ».

Monsieur le MAIRE indique « c'est le service des Domaines qui détermine le prix et cela prenait trop de temps, j'ai décidé de louer pour faire une salle des fêtes et je propose que cette location devienne une location vente ».

Monsieur SILVA Alain répond « Il faut l'estimation du service des domaines pour savoir la durée de la location vente ».

Monsieur le MAIRE conclut « cela me gênerait que vous vous absteniez, ne vous absteniez pas, votez contre comme dans le tract que vous avez écrit ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter le principe d'un contrat de location-vente pour l'acquisition du bien sis 6 AW 84 lot 50 en vue de réaliser la future salle des fêtes polyvalente municipale.

ARTICLE SECOND : Charger Monsieur LE MAIRE de saisir sans délai le Service France Domaines pour connaître le montant du coût de l'opération d'achat telle qu'envisagée.

ARTICLE TROISIEME : Charger Monsieur LE MAIRE de présenter le projet définitif de contrat location-vente complété de l'avis de France Domaines lors d'une prochaine séance de l'assemblée délibérante.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : Madame BERTHIAUX, Madame GUILBERT, M. SILVA et son pouvoir)

**11. DEMANDE DE D.E.T.R. 2015 : AMENAGEMENT DE SECURITE
CARREFOUR RD 79 AVEC ACCES PIETONNIERS A L'ECOLE
MATERNELLE ET CONFECTION DE TROTTOIRS**

Monsieur LE MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante son obligation d'assurer la sécurité publique notamment celle des piétons se rendant des abords du noyau villageois au centre-ville.

Afin de répondre à cet état de fait, la Commune prévoit de réaliser la sécurisation du cheminement piétonnier depuis l'école maternelle et la confection de trottoirs route de Lorgues RD17 (Terres Blanches), ainsi que le marquage au sol RD 17 et RD 79.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 30 923.20 € H.T.

Monsieur LE MAIRE propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention D.E.T.R. 2015	6 184.64 euros
Autofinancement	24 738.56 euros
Total du budget prévisionnel de l'opération	30 923.20 euros

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : De charger Monsieur LE MAIRE de procéder à l'aménagement de sécurité carrefour RD 79 avec accès piétonniers à l'école maternelle et confection de trottoirs.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2015 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 6 184.64 €,

ARTICLE TROISIEME : Au regard du plan de financement ci-dessus, le maître d'ouvrage s'engage à prendre en charge, le cas échéant, la différence entre le taux maximum de subvention sollicité au titre de la DETR et le taux réellement attribué.

Adopté à l'unanimité

<u>12. DEMANDE DE D.E.T.R. 2015 : CREATION D'UN SELF-SERVICE A LA CANTINE DU THORONET</u>
--

Monsieur LE MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que la Commune connaît une forte croissance de sa population, notamment par la venue des jeunes couples avec des enfants. Notre école s'est agrandie, maintenant le réfectoire de la cantine devient trop petit.

Aujourd'hui pour répondre à cet état de fait et permettre aux jeunes thoronéens de pouvoir déjeuner dans de bonnes conditions, la commune prévoit la création d'un self service.

Le self-service permettra aux jeunes enfants l'apprentissage des repères et des choix alimentaires ainsi que l'autonomie. Ils seront guidés par les agents présents tout au long de l'année.

Il leur permettra aussi d'acquérir une notion du tri sélectif, ceci afin de poursuivre la formation faite dans le courant de leur scolarité.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 63 520.00 € H.T.

Monsieur LE MAIRE propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention D.E.T.R. 2015	22 232 euros
Conseil Général	12 704 euros
Autofinancement	28 584 euros
Total du budget prévisionnel de l'opération	63 520 euros

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : De charger Monsieur LE MAIRE de procéder aux travaux de création d'un self-service à la cantine du Thoronet,

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2015 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 22 232 €.

ARTICLE TROISIEME : Le maître d'ouvrage s'engage à prendre en charge, le cas échéant, la différence entre le taux maximum de subvention sollicité au titre de la DETR et le taux réellement attribué.

Adopté à l'unanimité

<u>13. MISE EN APPLICATION DU NOUVEAU CODE DES MARCHES PUBLICS, MODIFICATION DE REGLEMENT INTERIEUR VOTE LE 03/09/2010</u>

Vu le Décret n°2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au code des marchés publics et aux décrets pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,

Vu le Décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008 relatif à la mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,

Vu le Décret n° 2008-1356 du 19 décembre 2008 relatif au relèvement de certains seuils du code des marchés publics,

Vu la jurisprudence du Conseil d'Etat du 10.02.2010 M.P. annulant à compter du 1^{er} mai 2010, le Décret n° 2008-1356 susvisé,

Vu l'article 118 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives et les articles 3 et 8 du décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 modifiant certains seuils du code des marchés publics,

Vu le décret le règlement (UE) n° 1336/2013 de la Commission du 13 décembre 2013 modifiant les directives 2004/17/CE, 2004/18/CE et 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leurs seuils d'application pour les procédures de passation des marchés,

Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique.

Monsieur LE MAIRE expose au Conseil municipal que le Code des Marchés publics a été modifié par décrets emportant notamment révision des seuils de procédure.

Il convient donc de mettre en application et de modifier le règlement intérieur de procédure tel que voté en Conseil municipal précédemment.

Il rappelle que chaque collectivité est libre de fixer ces propres règles en dessous de 5 186 000 euros HT pour les marchés publics de travaux et en dessous de 207 000 euros HT pour les marchés publics de fournitures et services.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer et d'appliquer comme ci-après les procédures dans le cadre d'un marché réalisé en procédure adaptée :

Lecture donnée par M. Alain MARTIN :

S'agissant de Marchés et accords-cadres de travaux

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 15 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.
de 15 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d'affichage de l'Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d'un délai de remise (d'une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l'offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	
entre 90 000 et 5 186 000 € HT	Avis d'appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)

BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics /JAL : journal d'annonces légales

Marchés et accords-cadres de fournitures et de services

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 15 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.
de 15 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d'affichage de l'Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d'un délai de remise (d'une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l'offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
entre 90 000 et 207 000 € HT	Avis d'appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	

BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics /JAL : journal d'annonces légales

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE de veiller à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

14. MODALITES DE TARIFICATION DES SERVICES MUNICIPAUX CANTINE ET GARDERIES.

Monsieur LE MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que la restauration scolaire et les garderies sont des services facultatifs proposés par la Commune du Thoronet, ouverts à l'ensemble des enfants inscrits à l'école thoronéenne Lucie Aubrac.

Tous les parents souhaitant que leur enfant bénéficie de ces prestations doivent en faire la réservation et inscription auprès des services administratifs de la mairie.

Jusqu'à ce jour, la facturation était établie, à terme échu, bimestriellement.

Considérant, dès lors que cette procédure a pour conséquence une mobilisation de trésorerie, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter une modalité de facturation mensuelle par anticipation fondée sur les inscriptions, avec régularisation postérieure (cas des absences justifiées par un certificat médical).

Monsieur le MAIRE indique qu'aujourd'hui la comptabilité publique est contraignante et le délai entre le temps de réaliser la facturation et le moment où l'administré réalise le paiement correspond à 3-4 mois. Facturer à l'avance permet de conserver la trésorerie et moins mobiliser la ligne de trésorerie. Il expose en outre qu'il a demandé à chaque adjoint une diminution de 10 à 15% de leur prochain budget, chacun doit produire des efforts.

Monsieur SILVA Alain argumente que si sur le principe il donne son accord, il préférerait septembre 2015 car il sait les retards actuels de facturations et de ce fait les parents devront payer 4 mois d'un coup soit 5 mois si l'application se fait en janvier prochain. Seule la date d'application le gêne.

Monsieur le MAIRE répond que Monsieur BUISINE Serge a engagé avec Monsieur PATARD, trésorier payeur un lourd travail, il faut réaliser des économies et en 2016, les budgets de l'eau potable et de l'eau assainie devront être totalement autonomes et ne pourront plus bénéficier de la ligne de trésorerie du budget principal.

Monsieur BUISINE Serge présente son travail « j'ai la volonté de me pencher jour après jour sur la trésorerie de la Commune et j'ai constaté que le budget principal supporte un décalage de trésorerie du service des eaux. Un crédit de trésorerie doit être réalisé à court terme.

Des efforts doivent être faits au 1/01/2016 et il faut une autonomie des 3 budgets et proposer ses propres tarifications pour rembourser les banques au niveau des lignes de trésoreries.

De par l'objectif fixé, il faut mobiliser la ligne de trésorerie autrement et donc faire payer les services fournis par avance pour la cantine notamment. On pourra gérer plus facilement les impayés et donc les éviter. On est très clair sur les crédits affectés alors que la ligne de trésorerie est affectée à tout y compris au service des eaux. Le relevé des compteurs n'est fait que deux fois par an ; il y a donc des pistes à étudier ».

Monsieur le Maire indique que la Commune a besoin de ligne de trésorerie et les subventions ne sont versées qu'une fois la dépense payée d'où l'emprunt voté précédemment pour avancer la subvention. Dès le versement de la dite subvention, la Commune remboursera son prêt. Aujourd'hui le service comptable de la Commune est en retard dans la facturation car lui-même et Serge BUISINE réalisent un contrôle de gestion ce qui mobilise beaucoup de temps pour l'agent en place.

Monsieur BOISBOURDIN Philippe demande ce qu'il advient de l'enfant dont les parents n'ont pas effectué leur paiement par avance.

Monsieur le MAIRE lui répond que « le Maire ne met pas les enfants dehors et le C.C.A.S. va aider les personnes nécessiteuses et va demander à pouvoir régler en lissant la dette ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la modalité de facturation par anticipation par les services municipaux de restauration scolaire et garderies, basé sur les réservations établies.

ARTICLE SECOND : D'offrir la possibilité d'un prélèvement par Relevé d'Identité Bancaire ou Relevé d'Identité Postale.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Adopté à la majorité

(4 voix pour le 1^{er} septembre 2015 : Madame BERTHIAUX, Madame GUILBERT, M. SILVA et son pouvoir).

15. DECISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET PRINCIPAL

Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du budget principal portant sur les travaux et immobilisations demeurant en cours (non terminées qu'il faut veiller à inscrire en immobilisation en cours).

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-21312 : Bâtiments scolaires	24 600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	24 600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

D-2313 : Constructions	0.00 €	24 600.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	0.00 €	24 600.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	24 600.00 €	24 600.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général	0.00 €		0.00 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la présente décision modificative au budget principal.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE des modalités de son exécution.

Adopté à l'unanimité

<u>16. DECISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</u>
--

Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du budget eau portant sur les charges de personnel (comité d'œuvre sociale et charges ajustées par rapport au budget initial (budget primitif).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6450 : Charges de sécurité sociale et de prévoyance	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-658 : Charges diverses de la gestion courante	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	9 000.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général	0.00 €		0.00 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la présente décision modificative au budget annexe de l'eau potable.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE des modalités de son exécution.

Adopté à l'unanimité

17. DECISION MODIFICATIVE N°3 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT
--

Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du budget assainissement portant sur les intérêts de la dette conclue en cours d'année.

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	0.00 €	590.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	0.00 €	590.00 €	0.00 €	0.00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	590.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	590.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	590.00 €	590.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général	0.00 €		0.00 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la présente décision modificative au budget annexe de l'assainissement.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur LE MAIRE des modalités de son exécution.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

Monsieur LE MAIRE :

- Lecture des remerciements pour le colis des anciens.
- Lecture de la demande des parents d'élèves portant sur l'installation d'un ralentisseur devant l'école maternelle. Un projet d'organisation de la circulation est à l'étude, en concertation avec la police municipale et Monsieur ZAMORA Jean-Luc. Réaliser un ralentisseur et des panneaux coûte 5 000 € et on a pu constater que les contrevenants étaient les parents eux-mêmes.
- Lecture convention de partenariat entre la Commune et l'Olympique Cyclisme Centre Var Draguignan (O.C.C.V.). : Prochain conseil municipal.
- Lecture courrier de l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique « Le roseau du réal martin » (A.A.P.P.M.A.) portant sur la retenue des Bîmes. L'association souhaite la restauration du barrage mais qui aurait un coût de 60 000 € pour le Conseil Général.
- Lecture décision T.A. de Toulon 1202908-1 dossier CAMOLÈSE contre la Commune. Monsieur le Maire indique qu'il ne fera pas appel de la décision et que le projet de permis de construire modifié a été de nouveau déposé. Il s'agissait de ne pas réaliser un toit terrasse avec garde corps en limite de propriété.

Madame BERTHIAUX Françoise :

Madame BERTHIAUX Françoise demande « sur la place Louis Rainaud, il y a un ensemble de coffrets inesthétiques devant les commerces, ne peut-on pas l'améliorer ? A qui cela appartient-il ? »

Monsieur le MAIRE répond « une voiture a démoli cet ensemble mais n'a pas laissé d'adresse, cela appartient aux commerçants ».

Monsieur MARTIN Alain explique que « lorsque cela a été aménagé, cet ensemble a été mis en limite de propriété ; cela devait coûter 5000 € et les services techniques vont œuvrer pour mettre les compteurs dans les propriétés. Grâce à mon intervention auprès d'E.D.F., on a économisé les 5 000 €, les travaux sont prévus mi février 2015 ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h40.

La secrétaire de séance

Madame Françoise BERTHIAUX